

PIERRE RONDOT

Sa contribution à la Banque Mondiale

1996-2012

Pierre Rondot a commencé à travailler avec la Banque mondiale (BM) de 1996 à 1998 en tant que consultant alors qu'il était chercheur au Cirad. Il était engagé pour aider les équipes de la Banque mondiale dans la préparation de projets de services agricoles en Afrique de l'Ouest.

À cette époque, les dirigeants de Banque mondiale au plus haut niveau avaient pris conscience de l'intérêt de l'action collective pour mettre en place de façon pérenne des actions de développement durable au profit des plus démunis, et ce dans tous les secteurs. Mais une fois compris l'intérêt, le problème restait : pratiquement, comment construire sur le capital social en milieu rural ?

Le premier engagement de Pierre répondait à ce souci, dans le cadre de la préparation du Projet de services agricoles et d'appui aux organisations de producteurs (PSAOP) au Sénégal. Ce projet incluait les institutions de recherche (Isra et ITA), les services de conseil agricole et les différents services des ministères, agriculture et élevage. Une grande partie de l'intérêt de cet ambitieux projet résidait dans un défi, celui d'impliquer les organisations de producteurs (OP) à tous les moments de décisions les concernant, en particulier la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de recherche et de vulgarisation, ainsi que celui, plus difficile encore, l'élaboration et l'évaluation des politiques agricoles.

Pour que cette implication soit bien réelle et pas seulement une simple consultation comme s'était souvent le cas dans ce type de projets, il fallait que les OP soient capables de faire entendre leur voix dans les organes de décision des différentes institutions, et ce, à tous les niveaux, depuis le local jusqu'au national. Donc qu'elles soient officiellement partie prenante dans ces organes. Il fallait également que les dirigeants des OP aient la capacité d'analyser les problèmes de leurs membres, de réfléchir avec eux à des solutions, pour ensuite les présenter et les défendre au sein des organes de prise de décision. La finalité était que les programmes répondent effectivement aux besoins des producteurs ruraux.

C'est là que la longue expérience de Pierre au plus près des paysans et sa collaboration avec leurs organisations, en particulier au cours de ses sept ans passés au sein même des populations du nord du Burkina Faso, a été cruciale.

Pierre a proposé et monté une composante dans le projet, dédiée spécifiquement aux OP. En plus du renforcement des capacités des OP et l'amélioration du fonctionnement

de leurs organes de gouvernance, la composante prévoyait des fonds pour que les groupements villageois puissent financer l'intervention de conseillers agricoles de leur choix, ainsi que des chercheurs pour effectuer leurs propres essais d'amélioration de technologies (Le Fonds des services ruraux régis par la demande).

La composante prévoyait que les organisations paysannes aient le pouvoir de décision sur l'utilisation de ce fonds et qu'elles le gèrent elles-mêmes. C'était un défi osé qui allait soulever bien des questions : comment serait-ce envisageable que des paysans gèrent des financements de la Banque mondiale ? C'était aussi bouleverser les approches jusqu'alors convenues entre la Banque mondiale et les gouvernements qui étaient que les ministères de l'Agriculture décident de l'utilisation des fonds destinés aux paysans et qu'ils les gèrent pour leur compte.

Le projet a été difficile et long à monter, en particulier parce qu'il fallait faire dialoguer et se mettre d'accord ministères, organisations de producteurs et Banque mondiale. C'est là que Pierre a joué un rôle majeur grâce à ses qualités de négociateur et sa compréhension des réticences à la fois du monde paysan et des organismes gouvernementaux.

Cette approche novatrice a nécessité que Mamadou Cissokho, le Président du CNCR (Conseil national de concertation et de coopération des ruraux) accompagne à Washington le ministre de l'Agriculture de l'époque, Robert Sagna, pour négocier et signer l'Accord de prêt (avril 1999). Il engageait ainsi sa responsabilité à ce que les fonds de la composante OP soient utilisés efficacement pour atteindre les objectifs prévus et qu'ils soient gérés avec la rigueur des règles fiduciaires de la Banque mondiale. De fait, au cours des deux phases du projet, étalées sur plus de dix ans, les équipes de la BM ont régulièrement évalué la mise en œuvre de la composante OP comme « extrêmement satisfaisante » (5/5) ce qui n'était pas le cas d'autres composantes.

Le PSAOP a eu un fort retentissement : beaucoup s'y sont intéressés, à un très haut niveau, à la Banque mondiale, mais aussi d'autres bailleurs de fonds en particulier le Fida (Fonds international pour le développement agricole), qui cofinçait le PSAOP, la Coopération française et la Coopération néerlandaise.

L'étape suivante était d'institutionnaliser l'approche, in fine l'intégrer dans l'ADN de la Banque mondiale. Pour cela il devenait nécessaire que Pierre fasse partie de l'institution ce qui lui donnerait une véritable légitimité pour promouvoir l'approche, légitimité qu'il n'avait pas en tant que consultant extérieur à l'institution.

Pierre a donc été recruté, d'abord pour un an dans le cadre du financement d'un fonds fiduciaire néerlandais et d'une mise à disposition du Cirad. Grâce à ce financement, Pierre a organisé en juin 1999, une rencontre internationale de leaders paysans, avec des responsables de la recherche et du conseil agricole et des bailleurs de fonds avec

l'appui de la Fipa (Fédération internationale des producteurs agricoles). Le thème de la conférence était : *renforcer les capacités des OP pour les aider à devenir les acteurs du développement agricole*.

James Wolfensohn, alors président de la Banque mondiale, a tenu à prononcer le discours d'ouverture, soulignant ainsi l'importance qu'il accordait à cet événement. Son message aux cadres de la Banque mondiale et aux bailleurs de fonds présents était clair : *« Si vous réalisez un projet dans l'agriculture sans y intégrer les organisations de producteurs, le projet pourra bénéficier aux personnes qui ont la chance d'y participer, mais s'arrêtera là. Si nous voulons que notre action ait un impact sur la pauvreté et le développement, nous devons collaborer avec les organisations de producteurs existantes... »*.

De 1999 à 2005, Pierre, grâce au Cirad qui a prolongé sa mise à disposition et à un financement du ministère français des Affaires étrangères, a continué à promouvoir cette approche. En 2005, la BM a pris le relai en le recrutant définitivement au sein de Direction du développement rural en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Il a pu ainsi organiser d'autres conférences réunissant des leaders d'OP, notamment en juin 2000 à Kampala, Ouganda, et en février 2002, à Paris. Après le PSAOP, il a œuvré à intégrer les OP dans divers projets de la BM, au Burkina Faso, au Mali, en Tunisie, en Égypte, en Jordanie, à Gaza et au Yémen. En Égypte, il a contribué à ce que les groupements des usagers de l'eau soient véritablement à la manœuvre dans les projets d'irrigation ; au Yémen, la réussite du projet Agriculture pluviale et Élevage lui doit beaucoup, en faisant collaborer le ministère de l'Agriculture et le Fonds pour le développement social pour la mise en œuvre de petits projets à la demande de groupements villageois, des femmes en majorité. Au Maroc, c'est aussi grâce à son travail avec les groupements villageois que le projet de développement rural et local a connu un certain succès. En Tunisie, la composante amélioration de la qualité du projet services agricoles qui était de sa responsabilité reposait essentiellement sur les organisations de producteurs.

Mais l'approche consistant à construire sur le capital social existant dans le milieu rural a vite dépassé les projets de services agricoles. Plusieurs cadres de la BM s'en sont inspirés pour bâtir des projets visant la promotion de filières inclusives à haute valeur ajoutée notamment dans nombre de pays d'Amérique latine et d'Asie du Sud. L'idée était qu'en confiant des fonds à des groupements de petits producteurs dans le cadre d'un plan d'affaires « business plan » pour améliorer leurs capacités techniques et organisationnelles, ceux-ci seraient en mesure de commercialiser leur production dans des filières plus rémunératrices que les marchés locaux, mais très exigeantes sur la qualité, comme l'export ou certaines agro-industries.

En fait, lorsque Pierre a quitté la BM en 2012 pour prendre sa retraite, construire les projets de développement agricole avec et pour les OP était devenu la norme à la BM.

Pierre a terminé sa carrière avec l'élaboration d'une Stratégie nationale de gestion des risques, climatiques, sismiques et économiques pour le Maroc, impliquant plusieurs ministères à un très haut niveau. Ce travail, très apprécié, lui a valu la reconnaissance des autorités marocaines et de ses directeurs à la BM.